

Au Nom de la République

www.appeldr.fr.fm

NUMÉRO 8

Bulletin de l'association Appel d'R — Président d'honneur : Philippe Séguin

SEPTEMBRE 2001

ÉDITORIAL

La République, donc !

À l'heure où l'insécurité couve dans les banlieues, où une minorité d'activistes oscillant entre guevarisme du pauvre et grand banditisme transforme à nouveau la Corse en un gigantesque terrain de ball-trap, où les affaires semblent reprendre le pas dans les médias sur les questions politiques, à l'heure enfin où la Nation tend à se dissoudre dans un fédéralisme latent, prise entre des règlements communautaires centrifuges et des velléités communautaristes centripètes, il semble que la France ait besoin de retrouver ses racines républicaines.

À la veille d'une campagne présidentielle qui s'annonce courte et empoisonnée par les affaires, seuls les candidats prenant un engagement ferme de retour aux valeurs fondamentales de la République seront à même d'emporter le scrutin.

Ceux-ci veulent plus de sécurité ? Une seule issue : la République, c'est-à-dire l'application sans réserve, sans exception, des règles de droit, partout en France, aussi bien dans les banlieues que dans n'importe quel village. Faut-il y mettre le prix, par d'efficaces mesures budgétaires en direction de la Justice et de l'Intérieur ? Oui, car au-delà des problèmes d'ordre public qu'elle suscite, l'insécurité perdure au prix de la négation d'un principe fondamental pourtant garanti par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen : l'égalité de tous devant la loi. Force est de constater que, quotidiennement, ce principe est remis en cause sans pour autant heurter les bonnes consciences. La lutte contre l'insécurité, républicaine, donc !

Garantir l'ordre public, rétablir l'État de droit en Corse, reconstituer l'unité nationale

La Corse ensuite. Là aussi, l'égalité de tous devant la loi est quotidiennement bafouée. Mais c'est surtout l'immense majorité des Corses qui est ignorée par une politique gouvernementale qui méprise volontairement leur choix de la République et de la Nation, exprimé aux élections régionales, en traitant prioritairement avec des élus extrémistes, cache-sexe de mouvements terroristes et mafieux, qui ne représentent que 10 % des voix aux élections régionales, laissant de facto 90 % de la population corse en-dehors du point essentiel du processus de Maitton, à savoir l'arrêt des menées terroristes. M. Jospin ferait bien de se pencher sur l'action de Tony Blair

en Irlande du Nord ou encore sur l'expérience néo-calédonienne de ses prédécesseurs (*voir plus loin*)...

Car, dans le même temps, en Corse, un préfet est abattu, un autre incarcéré, deux éminents responsables nationalistes abattus, un nombre incalculable de bâtiments publics plastiqués, le tout entraînant la démission d'un ministre de l'Intérieur bien conscient de la situation mais effaré par les errements et le laxisme de son Premier ministre. Lui a compris que l'effacement de l'État en Corse n'est pas la solution, c'est au contraire le problème. C'est sa restauration, quoi qu'il en coûte, qui importe aujourd'hui.

Mais encore faudrait-il que la France, que son État existent toujours ! Or, celui-ci est en danger, miné de l'intérieur par l'exacerbation de régionalismes multiples et par l'émergence de régions avides de pouvoir, interlocutrices privilégiées de l'Union européenne, rêvant d'une dévolution à l'anglaise ou d'un fédéralisme tudesque, c'est-à-dire en somme d'une révolution à l'envers, d'un retour aux tentations fédéralistes de 1790, d'un bond de plus de deux siècles en arrière ! Qu'elle serait belle cette France des Provinces d'Ancien Régime, aux statuts bigarrés, aux lois et aux langues différentes selon que vous êtes Poitevin ou Provençal... Merveilleux pays où l'allemand cohabiterait avec l'occitan ou le basque... Et puis quoi encore ? Le rétablissement de l'octroi aux portes de Paris ? Lorsque l'on se penche sur le catalogue (épais) des revendications régionalistes, on est pris de panique tout en se rendant compte que cet enchevêtrement au premier abord folklorique représente la négation de la Nation (bien sûr), de la République (en portant atteinte aux principes d'égalité et de fraternité) et surtout le ferment de la destruction de la France, déjà sevrée des prérogatives régaliennes qu'elle a concédées à l'Union européenne, sans réel espoir de les récupérer un jour, quand bien même les Français le désireraient (ce cas n'est pas prévu dans les traités). République, là encore ! La permanence de l'idée républicaine est nécessaire à la France pour que celle-ci se perpétue, à travers des principes qui incarnent sa grandeur aux yeux du monde et qui n'ont pas encore fait leur temps, des principes qui ont guidé le général de Gaulle tout au long de son parcours politique et militaire visant à assurer l'indépendance nationale, la stabilité et le prestige de la France.

La France a besoin de nouveaux hussards noirs. À leur tête, le premier des Français. Celui-ci devra en priorité restaurer l'ordre public, régler le problème corse, réguler une décentralisation devenant anarchique et éviter le développement des communautarismes. C'est par la République

et par ses principes que la Nation trouvera, à nouveau, son salut.

Jérôme STERKERS

TRIBUNE

PAR HENRI GUAINO

Plaidoyer pour le principe d'Autorité

Théoricien de la fracture sociale, il se met au service de Jacques Chirac pour les élections présidentielles de 1995. Nommé Commissaire au plan, il est limogé en 1998 pour avoir condamné la fracture sociale dans un rapport co-signé avec l'économiste Jean-Paul Fitoussi, stigmatisant le chômage en France.

Invité aux Universités d'été du RPR l'an dernier à Nice, il ne passe pas inaperçu puisque son discours sur la crise des valeurs en émeut plus d'un. Ce jour-là, les jeunes RPR, au lieu d'aller déjeuner, n'hésitent pas une seconde : ils choisissent Henri !

Le 18 juin 2001, dans *Le Figaro*, il signe un article militant pour le principe d'autorité. Apparemment en phase avec le chef de l'État, puisque celui-ci a prononcé douze fois les mots « autorité de l'État » dans son allocution du 14 juillet 2001, il sera par ailleurs invité par Jacques Toubon, le 9 octobre prochain, au très chiraquien Club 89. Henri Guaino sera-t-il encore une fois l'atout décisif de la victoire de Jacques Chirac ?

On a beau gloser sur la fin des idéologies et sur la proximité, voir monter l'abstention, le vote contestataire et le discrédit des partis, notre vie publique n'en reste pas moins enfermée dans l'opposition de la droite et de la gauche, et le scénario des prochaines échéances électorales est écrit à l'avance : le deuxième tour des présidentielles de 2002 opposera fatalement un candidat étiqueté à gauche et un candidat étiqueté à droite. Il en ira de même au second tour des élections législatives, à quelques triangulaires près. Et même quand tout le monde veut gouverner au centre, il y a encore un centre gauche et un centre droit. Gauche et droite sont pourtant des coquilles vides.

De quoi parle-t-on ? Du parti du mouvement et du parti de l'Ordre ? Des partisans de l'égalité et des tenants de l'inégalité ? Des internationalistes et des nationalistes ? Des collectivistes et des individualistes ? Des démocrates et des républicains ? Où tracer la ligne de partage ?

Tout se passe, au fond, comme si l'affrontement de la droite et de la gauche, contenants sans contenus, était tout ce qui restait de la politique après le grand reflux des années 80-90. Vestige d'un monde disparu avec la guerre froide, dernier repère dans une époque troublée qui n'en a plus guère et où la force rassurante de l'habitude impose la primauté du signifiant sur le signifié. Malraux disait : « *Les civilisations ne meurent pas, elles se métamorphosent* », mais la métamorphose de la civilisation creuse aujourd'hui un vide politique qui pourrait bien mettre la civilisation elle-même en danger de mort. On peut toujours dire « *moins il y a de politique, plus il y a de liberté* ».

On peut aussi soutenir que lorsqu'il n'a plus du tout de politique, il n'y a plus non plus de liberté. On sait désormais ce qu'est l'horreur du totalitarisme. Imaginons, à l'inverse, ce que serait un monde où l'Homme ne serait plus que le jouet de tous les déterminismes. Imaginons un monde où il n'y aurait plus rien au-dessus de la technique ou au-dessus de la marchandise. La dépolitisation du monde est une tragédie dont nous n'arrêtons pas le cours en lui opposant des concepts politiques vides de sens. Mais nous ne redonnerons pas du sens à la politique en partant de l'économique, du social ou de la technique. Prendre le problème par la refondation sociale, la réforme administrative ou la régulation, c'est faire erreur sur la nature de la crise. La crise actuelle n'est ni technique, ni économique, ni sociale. Elle est intellectuelle et morale : pour refonder la politique, il faut réinventer une politique de civilisation et pour cela remonter très en amont des procédures et des institutions. [...]

L'autorité renvoie à une subordination acceptée, à une obéissance consentie. Elle suscite le respect plutôt que la crainte, elle s'impose plus qu'elle n'est imposée, et c'est dans l'intériorisation des normes et des valeurs qu'il faut aller en chercher la source. Mais de quelles valeurs s'agit-il ? Des valeurs spirituelles, intellectuelles, éthiques, esthétiques, des valeurs de civilisation ; pas des valeurs de marchandises.

De la vertu, de la compétence, du charisme ; pas du prix des choses. L'autorité ne s'achète pas, ne se vend pas. On ne fait pas autorité parce qu'on est le plus riche, pas plus qu'on exerce une autorité parce qu'on est le plus fort ; mais parce qu'on en a la légitimité.

Et on le fait au grand jour : il n'y a pas d'autorité cachée, diffuse, implicite. Au contraire du pouvoir et de la puissance, l'autorité est toujours visible, évidente, incarnée, donc, d'une manière ou d'une autre, responsable.

L'effondrement de la légitimité et de la responsabilité appelle une réponse qui ne s'inscrit pas dans le débat des Anciens et des Modernes, qui ne se limite pas non plus à la seule restauration de l'autorité du politique, mais qui fait du principe d'autorité une politique.

Si tout l'effort de la civilisation est dans la lutte contre le déterminisme et la loi du plus fort, le

problème de la civilisation par rapport à la mondialisation économique, à la globalisation financière, à la révolution de l'information, à la nouvelle économie ou à la construction européenne, tient tout entier dans l'éternelle question : qui décide ? qui dirige ? au nom de quelles valeurs et de quels principes ? avec quelle légitimité et quelle responsabilité ?

De la responsabilité pénale du chef de l'État à l'unité de la République, de l'assimilation des immigrés à la lutte contre les discriminations, de la vache folle à la Corse, de la guerre des bandes sur le parvis de La Défense à la politique du paysage ou à la lutte contre la pollution : de quoi est-il d'abord question sinon d'autorité ? où faut-il chercher l'origine de la confusion croissante entre l'égalitarisme et l'égalité républicaine sinon dans la crise du principe d'autorité ? Entre l'ordre et le mouvement, qu'est-ce qui peut faire la synthèse sinon l'autorité ? Synthèse indispensable quand le changement devient permanent : la désorganisation du travail, de l'économie et de la société crée le stress et il ne faut pas sous-estimer le traumatisme de la restructuration. Examinant les études médicales sur le sujet, Marc Ferro note avec justesse que « *les restructurations jouent un rôle dans la genèse des troubles anxieux et dépressifs* » et sans doute aussi dans les maladies cardiaques et cérébro-vasculaires.

« *On ne fait pas autorité parce qu'on est le plus fort, mais parce qu'on en a la légitimité.* »

La réponse par les autorités administratives indépendantes, les juges, les experts et les comités d'éthique ne satisfait pas au critère de légitimité et de responsabilité. Et la plus grande menace contre l'idée de la civilisation est dans l'économie, le juridisme, le scientisme et le moralisme, au moins autant que dans l'idéologie libertaire. Face à l'invasion des valeurs et au relativisme absolu, le projet de civilisation implique la reconstruction d'une hiérarchie des valeurs, des principes, des savoirs, des mérites, des rôles et des institutions et, au moins, le rétablissement, contre tous les pouvoirs, les corporatismes, les *lobbies* et la myopie des marchés, de l'autorité de l'État, de la loi, de l'enseignant et des parents. [...]

La réhabilitation du principe d'autorité émerge comme la condition d'une reconstruction de la citoyenneté, de la République et de la démocratie, le préalable à la participation à la centralisation et à la contractualisation et le commencement d'une politique de civilisation. Et puisqu'en démocratie il faut qu'il y ait des camps qui s'opposent, l'autorité est appelée à dessiner de nouvelles frontières partisanes. L'autorité est un choix politique puisqu'elle a mauvaise presse et qu'elle est à contre-courant du politiquement correct.

Mais oublions les imbéciles qui, à l'évocation du mot autorité, parlent tout de suite d'autoritarisme, de réaction et de droite dure, et admettons que le principe d'autorité pourrait être un principe fédérateur pour tous ceux qui sont épris, à la fois, d'ordre et de mouvement, qui n'en peuvent plus

de voir tout se décomposer et qui voudraient bien continuer de partager avec leurs enfants un minimum de culture et de valeurs communes ?

Faut-il appeler cela la droite ? Pourquoi pas, mais à condition de faire bouger les lignes puisque les tenants d'une droite libertaire et les anarchistes de droite qui se servent du marché et d'Internet comme alibis ne s'y retrouveront, alors que tout un pan de la gauche républicaine, en revanche, s'y reconnaîtra pleinement.

Le rassemblement pourrait être plus large qu'on ne l'imagine *a priori* en s'en tenant aux catégories politiques traditionnelles : et si, au fond, face aux forces centrifuges de la modernité, les Français voulaient d'abord être gouvernés ?

H. G.

TROIS QUESTIONS À...

Marie-Dominique Roustan-Lanfranchi

Présidente de l'Association pour la défense des droits de la Corse dans la République (ADCR), qui rassemble des républicains de tous horizons et toutes origines attachés au maintien de la Corse dans la République.

1. Après les derniers assassinats perpétrés en Corse, le « processus » de Matignon est-il caduc ou plus que jamais nécessaire ?

L. Jospin semble penser que le « processus » est nécessaire. Cela est illusoire ! Bien des modifications statutaires ont concerné la Corse ces vingt-cinq dernières années : bi-départementalisation en 1975, statut de 1981 (anticipant la loi de décentralisation de 1982), statut spécifique de 1991, zone franche en 1996. Pour quels résultats ? sinon la radicalisation de la violence et des exigences minoritaires toujours plus fortes ! D'autant plus fortes que ceux qui dirigent l'appareil de l'État n'ont qu'un souci : cantonner les actions terroristes en Corse et préserver une relative tranquillité, en particulier à l'approche d'échéances électorales. C'est encore le cas aujourd'hui avec la perspective des présidentielles ! Ces évolutions statutaires n'ont jamais fait l'objet de débats avec la population de l'île, mais sont issues de négociations (occultes ou non !) avec une minorité dans laquelle la large partie d'honnêtes citoyens que compte l'île ne se reconnaît pas.

2. Vous résidez en Corse. Quelle est l'opinion des autres habitants de l'île sur la situation actuelle ? Peuvent-ils l'exprimer ?

Majoritairement, les habitants de l'île aspirent à vivre dans un climat serein. Mais ils subissent les conséquences désastreuses de la violence depuis vingt-cinq ans. Ils ont eu beau, quand l'occasion leur en a été donnée, démontrer par des manifestations massives qu'ils rejettent le terrorisme et qu'ils refusent toute idée de séparatisme, nos gouvernants font la sourde oreille. Pour être entendu, il faut poser bombe et porter cagoule. Ainsi, les honnêtes citoyens deviennent dérangeants.

De plus, un lourd climat de peur s'est installé dans l'île, ce qui ne facilite par les choses. Les insulaires aimeraient pourtant bien s'exprimer. Mais on se garde bien de leur en donner les moyens. Nous le voyons notamment avec notre association, que le seul quotidien régional met sous « éteignoir » et que la Commission des lois de l'Assemblée nationale n'a pas daigné recevoir. Nous ne sommes, par ailleurs, ni bruyants ni violents. Nous avons donc peu de chances d'intéresser nombre de médias nationaux.

Il est pourtant indispensable que le débat soit public, et qu'il prenne la forme d'une campagne électorale, soit pour le renouvellement de l'assemblée régionale, dissoute avant son terme, soit dans le cadre d'une consultation régionale (à la savoyarde) qui, même à titre simplement consultatif, permettrait de faire éclater au grand jour ce que pensent les Corses, ce qu'ils veulent et ce qui les inquiète. Au niveau gouvernemental, on s'empresse de rejeter ce type d'éventualité, car on en devine les résultats et que, de ce fait, on les craint !

CORSE : FAIRE RÉFÉRENCE AUX CLASSIQUES

L'exemple nord-irlandais et le précédent néo-calédonien devraient pourtant faire réfléchir !

• Lorsque le gouvernement de Tony Blair a entamé des négociations (elles aussi mal parties) avec les catholiques nord-irlandais qui représentent 45% des voix aux élections provinciales (25% pour les autonomistes du SDLP, 20 % pour le Sinn Fein soit des mouvements autrement plus représentatifs que les groupuscules corses), la base des négociations reposait sur un cessez-le-feu strict et sur le désarmement des milices. Si le désarmement de l'IRA est un échec, le cessez-le-feu est respecté depuis trois ans...

• On célèbre aujourd'hui la réussite des Accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie signés en 1988 entre le Gouvernement, le RPCR et le FLNKS, en oubliant que ceux-ci avaient été précédés, en 1987, par un référendum sur l'indépendance – effectué sur place – dont les résultats avaient calmé les ardeurs des indépendantistes... Et si nous en passions par là? Même si la Constitution ne reconnaît formellement pas à la Corse le droit de sécession, que les Corses choisissent démocratiquement. L'état de droit ne sera alors que plus facile à rétablir et les voyous se verront alors contraints et forcés de cesser leurs activités ou, du moins, de les assumer pour ce qu'elles sont : du pur et simple banditisme. Là encore, appliquons de salutaires principes républicains. S'il faut en arriver à cette extrémité, aux Corses de disposer d'eux-mêmes, une bonne fois pour toutes !

J. S.

3. Quelle est d'après vous l'issue à la crise que traverse la Corse ?

L'avenir de la Corse n'est pas institutionnel. Des changements doivent s'opérer qui permettent un développement économique et structurel de l'île harmonieux et adapté à notre siècle. Tout ce qui procède de notre originalité doit être préservé de manière naturelle et volontaire. C'est aux Corses de sauvegarder leur patrimoine culturel. On ne peut à la fois critiquer l'État et tout lui demander, y compris ce qui nous incombe ! Il faut rompre avec certaines pratiques qui sont à l'origine de bien des maux : clientélisme, clanisme, arrangements divers douteux...

Il faut que les citoyens de Corse retrouvent leurs droits : droit à la citoyenneté, à la sécurité, à la justice... Trop de crimes et délits restent impunis... faute de volonté politique pour aller jusqu'au bout de certaines affaires, de certains dossiers !

Pour cela, il faut que ceux qui dirigent notre pays fassent passer l'intérêt général avant leurs intérêts (électoraux) particuliers et que soient appliquées en Corse toutes les lois de la République, afin d'éradiquer les forces mafieuses, qui sont en train de s'emparer de notre île, et qui se nourrissent des faiblesses et des incohérences gouvernementales. Il faut donner la parole aux habitants de l'île et cesser de négocier avec une minorité ne connaissant que le jeu de la violence et de la surenchère.

Propos recueillis par
Jérôme POZZO DI BORGO

En savoir plus sur le site d'Appel d'R :
Archives | Dossiers | La Corse et la
République.

LIBRES PROPOS

LES REGIONALISMES EN FOLIE

Rattacher Nantes à la Bretagne ?

Ces derniers temps fleurissent à Nantes et ailleurs en Bretagne les revendications (heureusement pacifiques) demandant avec de plus en plus d'insistance le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne, sous prétexte de « britannité » historique de ce département.

Les défenseurs de cette cause s'enorgueillissent du soutien inattendu de Miss Bretagne, qu'une polémique assez ridicule a récemment opposée à Geneviève de Fontenay. Il faut dire qu'il vaut mieux faire du bruit en introduisant ce genre d'éléments dans le débat plutôt que de le placer sur le terrain des idées, car les « rattachistes » y seraient beaucoup moins à leur avantage. Ils ont en revanche la chance exceptionnelle de se faire servir la soupe par tous les tenants d'une démocratie « moderne », promoteurs irresponsables et imbéciles d'une décentralisation à outrance qui met leurs fiefs en danger en même

temps que la République dont la destinée par ailleurs les indiffère.

Sur le fond, les arguments des « rattachistes » laissent perplexes : ils expliquent que le territoire « historique » de la Bretagne, celui du duché « illégalement » annexé à la France en 1532, comprenait l'actuel département de la Loire-Atlantique et qu'il convient de réparer cette injustice historique faite au « peuple » breton en retournant à ces frontières historiques. Ah oui mais, si c'est ça, il faudrait revoir plein d'autres découpages : que fait le Territoire de Belfort en Franche-Comté ? que font les Hautes-Alpes en PACA ? l'Allier en Auvergne ? les Pyrénées-Orientales en Languedoc-Roussillon ? Et, tant qu'on y est, on pourrait aussi rattacher le Nord à la Belgique (Lille, capitale des Flandres) ou même (*horresco referrens* !) la Corse à l'Italie. Et puis, au nom du droit imprescriptible du « peuple » dauphinois à disposer de son territoire historique, il faut exiger le rattachement des Hautes-Alpes à une région Dauphiné détachée de Rhône-Alpes, ainsi que le retour à l'Isère des communes annexées en 1966 au département du Rhône. Mais qu'auraient dit tous nos amis si la Mayenne, comme elle l'avait demandé, avait été rattachée à la Bretagne dans les années 1970 ? Après tout, elle aussi fait partie du territoire historique de la Bretagne, puisque la rapide consultation d'un atlas historique permet de constater que son territoire avait été occupé par les troupes bretonnes au X^e siècle, tout comme d'ailleurs la Vendée, le Maine-et-Loire, la Manche (Cotentin) et j'en passe. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ?

Ces revendications fantaisistes soulèvent deux problèmes :

Le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne reviendrait à reconnaître publiquement l'existence d'une identité bretonne dépositaire de droits spécifiques. Mais, avant de délirer, il faudrait peut-être donner une définition précise de ce qu'est un Breton (la difficulté de cette définition étant renforcée par la différence linguistique entre Bretagne celtique et pays gallo). De façon plus générale, on doit bien faire le constat suivant : un Français, on sait à coup sûr que c'est quelqu'un qui a la nationalité française ; à l'inverse, n'est en sus breton (ou basque, ou corse comme votre serviteur, ou poitevin ou seine-et-marnais) que celui qui veut l'être. On peut donner une définition objective d'un Français, alors que toute identité communautaire est subjective. Les particularismes identitaires ne sont pas niés par la République, ils sont laissés à la sphère privée, suivant un principe qui s'apparente à la laïcité : n'en reconnaître aucun, c'est les reconnaître tous. Après, à chacun de se débrouiller avec. Mais qu'on laisse la puissance publique en dehors de ça !

« Avant de faire des moulinets sur la "nouvelle étape de la décentralisation", il conviendrait peut-être de bien fixer les limites entre décentralisation et fédéralisme. »

Tout bon républicain ne peut se réjouir de ce genre de revendications, qui aboutissent à

enfermer l'individu dans des racines ethniques, avec toutes les dérives que porte en germe cette conception de l'identité. Mais on n'en serait probablement pas là si quelques irresponsables n'avaient développé un terreau favorable à l'affirmation de ces communautarismes. Ils ne font que récolter ce qu'ils ont semé : à force de développer ce qu'on peut appeler un nationalisme administratif et d'exciper de la « proximité » (faux nez du clientélisme) pour exiger toujours plus de pouvoirs au profit de collectivités territoriales sans assise historique (tel ou tel Conseil régional, par exemple...), ils n'ont pas à s'étonner que leurs revendications soient reprises au profit de nationalismes identitaires qui risquent de s'avérer aussi dangereux pour la pérennité de leurs fiefs que pour la République. Et il est vrai que, quitte à abandonner à des échelons locaux des compétences toujours plus vastes, il faut bien reconnaître qu'il vaut mieux les attribuer à des populations dont le sentiment d'appartenance est un minimum affirmé. Au hasard, il est fort probable qu'un Nantais se sente plus breton que ligérien...

Avant de faire des moulinets sur la « nouvelle étape de la décentralisation », il conviendrait peut-être de bien fixer les limites entre décentralisation et fédéralisme. La surenchère actuelle sur les projets de « droit à l'expérimentation », y compris en matière législative, n'est pas de bon augure : on peut être pour le fédéralisme, mais alors il faut le dire ! Les fédéralistes administratifs avancent masqués. On les comprend : ils ont trop peur d'être débordés par des zozos communautaristes. Si le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne et autres projets du même acabit aboutissent, on sera les premiers à protester au nom de la République ; mais, aux pyromanes qui auront contribué par leur bêtise à carboniser la République et leurs carrières avec, on n'oubliera pas de crier avec force : « *Bien fait pour vos gueules !* »

J. P. B.

En savoir plus sur le site d'Appel d'R :
Archives | Débats | Pour la République une et
indivisible.

RECOMPOSITION / PRESIDENTIELLES

Un pôle républicain ? Franchement oui !

Jean-Pierre Chevènement a appelé à la constitution d'un « Pôle républicain » en vue des élections présidentielles et des élections législatives de 2002. Pour ceux qui se sont éveillés à la politique voici bientôt dix ans pour le référendum sur le traité de Maëstricht et qui depuis n'ont cessé de se battre, c'est plutôt une heureuse nouvelle. Du Rassemblement pour une autre politique à Appel d'R, certains d'entre nous ont gardé à l'esprit la phrase de Philippe Séguin prononcée lors de son dernier meeting pour le « Non » : « *Plus rien ne sera comme avant !* »...

Eh non ! Rien n'est comme avant. À droite, le mouvement « gaulliste » semble avoir définitivement abandonné la Nation, la République, la participation et tout ce qui constitue aux yeux des libéraux sarkoziens une sorte de bric-à-brac gaulliste.

Qu'avons nous à faire avec ceux qui proclament leur attachement à une Fédération d'États-nations et au néo-libéralisme triomphant ? Au nom de quoi devrions-nous soutenir un cartel électoral qui propose la privatisation d'EDF, la fin du principe d'égalité au sein de l'Éducation nationale et la prison dès treize ans ? D'abandonnons en trahisons, la petite cohorte des fossoyeurs du gaullisme n'a réussi qu'à détruire le mouvement gaulliste sans le remplacer. Ils courent à leur perte, même – et ce ne sera pas le premier paradoxe de l'histoire – s'ils remportent les élections de 2002. On ne peut aujourd'hui voter à droite au simple motif qu'il faut barrer la route à la gauche pour la simple raison qu'elle est l'adversaire de la droite. Il n'y a pas de débat entre cette droite et cette gauche parce qu'elles se sont situées l'une comme l'autre toujours dans le même camp, au moins depuis 1958, celui du « parti de la IV^e ». Que nous importe que le candidat élu soit le fils spirituel de Mitterrand ou de Paul Deschanel ?

En vérité, Jean-Pierre Chevènement est bien le seul à pouvoir, dans l'année à venir au moins, garantir que les idéaux gaullistes seront dignement représentés. Qui défendra mieux la souveraineté populaire, la volonté d'une vraie politique étrangère, d'une ambition francophone, d'une France juste où la participation soit autre chose qu'une simple association aux bénéficiaires de l'entreprise. Qui saura mieux promouvoir une école qui mette le savoir en son centre, des services publics efficaces, une politique d'aménagement du territoire harmonieuse ? Qui, mieux que Jean-Pierre Chevènement, saura défendre la Nation civique, l'unité de la République, l'intégration républicaine ?

Alors quelle place y a-t-il pour des gaullistes dans ce pôle Républicain que l'on nous propose ? J'ai toutes raisons de penser que Jean-Pierre Chevènement a à cœur de voir nos idées représentées, défendues. La place des gaullistes ne sera pas une demi-place, à condition que nous nous gardions de travestir notre message. Le gaullisme n'est pas une simple défense de la souveraineté nationale ; le gaullisme c'est plus que cela, mais chacun d'entre nous le sait déjà.

« *Il faut être à la pointe du nouveau du gaullisme politique, et la seule voie qui vaille, c'est celle du Pôle républicain.* »

Au fond qu'avons-nous aujourd'hui de tellement différent des amis de Jean-Pierre Chevènement ? Rien ou presque rien... Le parcours peut-être... Les références historiques ? Peut-être également : en 1965, nous aurions voté de Gaulle... Eux aussi, s'ils avaient su ! Rappelons tout de même que de Vallon à Malraux, nombreux furent ceux qui vinrent de la gauche au gaullisme... Et nombreux sont ceux qui venant de droite devinrent « gaullistes de gauche » (il n'y a

qu'à citer Jacques Debù-Bridel). Aucun ne préféra jamais Giscard ou Pinay à d'Astier de La Vigerie, c'est certain !

Quoi qu'il en soit, que l'on soit gaulliste « de gauche », gaulliste social, gaulliste critique, gaulliste orthodoxe, gaulliste de progrès ou tout simplement gaulliste, il faut être à la pointe du renouveau du gaullisme politique, et la seule voie qui vaille, c'est celle du Pôle républicain.

Gaël BRUSTIER

RENGAINE UTILE

Indépassable nation

Comme l'écrivent Pascal Bruckner et bien d'autres, la France connaît aujourd'hui le malaise de l'entre-deux : encore baignée de culture universaliste et du sentiment d'avoir à apprendre au monde, elle a pourtant accepté de renoncer, par pans successifs, à ce qui sert d'assise à cette culture et ce sentiment. Bruckner renchérit : ce malaise est avivé par une conscience de ce que nous perdons à laquelle ne correspond aucune vision de ce que nous allons gagner. Aujourd'hui, l'impuissance nationale côtoie l'impuissance communautaire, signes concomitants de l'abandon de ce mistigri qu'est la responsabilité politique à des « autorités compétentes » qui n'ont d'autorité et de compétence que le nom. Ce n'est finalement plus vraiment le pouvoir qui motive le personnel politique – avouons qu'il s'agit là pourtant, finalement, d'une noble motivation – mais les apparences du pouvoir, c'est-à-dire une certaine reconnaissance, des attributs matériels, mais point les servitudes qui accompagnent la gloire. Autrefois, les hautes fonctions étaient qualifiées de « charges » ; elles sont devenues des « profits ».

Naturellement, il serait illusoire de faire abstraction du monde, de négliger les mutations radicales qu'il a connues depuis un demi-siècle et spécialement depuis vingt ans. Les nations ne sont plus des îles ; elles forment, c'est vrai, des continents, et c'est à cette échelle que les enjeux stratégiques – économiques et politiques – se jouent. Mais elles ne sont pas pour autant à renvoyer à l'utopie. Les lieux de mémoire, les langues, les cultures sont et demeureront profondément nationales et échapperont durablement à la « globalisation ». Non point seulement parce qu'il est ici question d'un héritage de plusieurs siècles qu'on ne saurait liquider en quelques années ; les nations survivront ou devront survivre parce qu'elles constituent, irremplaçables, le périmètre de la destinée des peuples, le territoire à l'échelle de l'individu, que ce dernier peut embrasser parce qu'il y appartient, parce qu'il lui appartient, parce qu'il est peuplé de semblables. L'intention n'est pas, en employant le terme « semblables », de faire référence à une conception ethnique de la nation. Ces « semblables » le sont non dans leur apparence, leurs habitudes, leur caractère ou leurs préférences ; ils le sont dans leur tréfonds, là où siègent les valeurs fondamentales, échappées de la philosophie, de la spiritualité, de l'humanité. De ces valeurs, dont il est rarement question mais que chacun abrite, découlent l'esprit d'une nation

et sa *singularité*. C'est de ces valeurs que découlent une sensibilité particulière à un thème plutôt qu'à un autre, une forme particulière d'expression, un mode ou un autre d'organisation des rapports sociaux ou des Pouvoirs publics. C'est aussi d'elles que naît la solidarité. Ces valeurs sont un palimpseste et tant leur épaisseur que leur enfouissement les rend à la fois structurantes et difficilement destructibles. Prenons garde alors de ne pas laisser crouler la terre qui les tient et qui les nourrit.

Frédéric BECK

RECREATION

M. Miller, à l'aide !

La France compte encore quelques agités qui gesticulent contre un monde heureusement en péril : le pétainisme. Des livres, de longs articles, des emportements médiatiques qui doivent autant au calcul qu'à l'émotion...

Gérard Miller, psychanalyste officiel du paysage audiovisuel français, est de ceux-là. Son délire monomaniacal, que l'on peut comprendre sachant le sort tragique connu par sa famille pendant la Seconde Guerre mondiale, monopolise colonnes et petites lucarnes. Égrainant les plus abjectes citations du journal *Minute*, qui espère-t-il convaincre, à part ceux qui sont déjà convaincus ? Miller ne joue pas là David contre Goliath mais David contre un moustique qu'on retrouvera de toute façon mort à l'aube. Et qui acquiesce aux horreurs de *Minute* si ce n'est quelques vieillards qui se sont construits leurs préjugés à une époque où le racisme se portait avec autant de naturel qu'un chapeau mou ? Quels sont ces gens qui n'ont pas réussi à s'extirper de leur passé pétainiste ? Des ancêtres qui ont, forcément, tous plus de quatre-vingts ans !

M. Miller : votre combat est personnel et puise dans l'histoire de votre famille. À ce titre, il est évidemment légitime et ne doit souffrir pas de jugement. Mais épargnez-nous d'en faire une grande cause nationale et de brandir à tout bout de champ la menace du retour de la « bête immonde » ! Cette « bête immonde » est immonde, mais elle est aussi bête : vos érucations en la feront jamais réfléchir ; elles ne feront que la crispier.

Vous ne serez de surcroît jamais un héros de la Résistance en menant des batailles finies depuis longtemps. Bien sûr qu'il demeure du racisme en France ! Mais celui des fossiles prête moins à conséquence que celui des jeunes dépolitisés. C'est de celui-là qu'il faut parler et contre lequel il faut s'emporter car c'est celui-là qui porte des germes dangereux. Nourri de la misère sociale et morale d'une génération entière, il se consomme en haines et en violences quotidiennes contre les Juifs, contre les Arabes, contre les représentants de la cité voisine, mais aussi contre ceux de l'État. Le caillassage d'un camion de pompiers dans une cité, les chansons anti-flics de NTM, autant de choses qui n'ont à notre connaissance jamais fait bouillir votre sang, nous appelons cela aussi du racisme.

Vous le savez, le meilleur antidote contre ces dérives, c'est l'éducation aux droits et devoirs du citoyen, à la morale républicaine, laquelle prescrit de ne pas connaître de différences entre les groupes, de se référer à la loi pour départir les bons des méchants, d'accorder au mérite et à la solidarité toute la place qui leur revient. Et pourtant, vos amis soutiennent et proposent l'exact inverse avec le renforcement ou la réactivation des différences communautaires, la stigmatisation de groupes particuliers par des discriminations positives, l'abdication des Pouvoirs publics sur le terrain de l'intégration. Refusant cette intégration selon le modèle républicain, ils poussent les individus à se situer « dedans » ou « dehors », « avec » ou « contre ». Les États-Unis, la Grande-Bretagne et trop de pays du Tiers-Monde nous montrent ce que donne le modèle communautariste : au mieux la coexistence de tribus compartimentées ; au pire la guerre civile pure et simple, en passant par des crises sporadiques qui exaspèrent progressivement les ressentiments mutuels (1).

Cette société, nous n'en voulons pas parce qu'elle ne serait justement pas une société.

Osons penser que vous n'en voulez pas non plus. Alors, M. Miller, vous qui avez la colère si éloquente, et même si cette éloquente colère ne sert que l'audimat de ceux qui vous emploient et votre gloire personnelle, un effort... pour une fois, dites-leur ! Vous serez un peu moins inutile... Merci d'avance !

F. B.

(1) On se référera utilement aux positions et surtout aux actes, couronnés de succès dans le Val-d'Oise, du député Jean-Pierre Delalande. Sa communication sur les violences urbaines est disponible sur le site de l'Académie des sciences morales et politiques.

JUSTE UNE QUESTION...

Qu'est-ce qu'un parti politique ?

Qu'est-ce qu'un parti politique ? Est-ce la réunion opportuniste de citoyens partageant des intérêts communs ? Ce serait alors un simple groupe de pression.

Ajoutons une sensibilité commune sur un ensemble de questions, on parvient à un club.

Ajoutons un objectif ultime consistant dans la prise de pouvoir, on se trouve toujours dans l'inconfort : dans les faits, le représentant du parti, celui qui l'incarne, celui qui a vocation, *in fine*, à être porté au pouvoir suprême, est-il mandaté par ses militants ou bien sont-ce son système de valeurs, sa personnalité, son projet, érigés discrétionnairement, qui sont soumis à la « question de confiance » de ces militants ?

F. B.

PALMARÈS

A L'HONNEUR

Emmanuel Leroy-Ladurie

Historien.

L'historien, natif du pays d'Oc, n'a de cesse de dénoncer les risques des accords Matignon sur le statut de la Corse. « *Un dérapage est toujours possible. C'est tout le mystère de l'événement en histoire : le processus de Matignon peut déclencher un mouvement incontrôlable* » confia-t-il au *Figaro* (21 août 2001). Par ailleurs, l'auteur d'une passionnante *Histoire de France des régions*, prend soin de préciser que, « *depuis des lustres, la vraie langue de culture dans l'île n'est pas le corse, c'est bien davantage le français et aussi l'italien, langue dans laquelle étaient rédigés les textes publiés en Corse avant 1850.* » Aux beaux parleurs, à bon entendre...

A L'INDEX

Romano Prodi

Président de la Commission européenne.

Le journal *Libération* du 27 juillet 2001 nous informe du sinistre projet du président de la Commission européenne visant à faire de l'anglais la langue de travail unique de l'Exécutif bruxellois. Un véritable coup d'État linguistique ! La Commission compte actuellement trois langues de travail, à savoir l'allemand, l'anglais et le français. Les autres langues ont statut de langues officielles de l'Union.

Alain Lipietz et Alain Madelin

Candidats à l'élection présidentielle.

Les deux candidats à la présidence d'une République « rétrécie » sont épinglés après leurs déclarations favorables à l'amnistie des terroristes sévissant en Corse. Inutile de commenter les comparaisons impropres et malsaines avec les grands drames de l'histoire appelés en renfort de l'argumentation des adeptes de la « *véloration* »...

LECTURES

Histoire de France

Historien de la France, Jacques Bainville est surtout un génial historien de sa politique en Europe. A l'heure où s'écrit une nouvelle histoire du continent pour justifier le recours au fédéralisme, Bainville dégage, quatre-vingts ans plus tôt, une large scène européenne qui ne saurait exister sans ses principaux acteurs que sont les nations.

Une douce unicité de pensée l'a depuis trop longtemps retiré des rayons de nos libraires et c'est à peine s'il esquisse un retour après la sortie d'une bibliographie et de ses notes de guerres. Le Ministre Védrine a même récemment avoué au

Figaro ses audacieuses lectures. Avant tout attaché aux idées d'autorité légitime et de continuité, l'auteur n'ajoute pas les événements aux événements, il raconte. Car la France a un sens, celui des efforts séculaires dont elle est le produit.

Jérôme BALOGÉ

Jacques BAINVILLE, Histoire de France, Paris, éd. Fayard, 1924. Lire également du même auteur *La Guerre démocratique. Journal 1914-1915*, Paris, éd. Bartillat, 2000.

AGENDA

1^{er} septembre 2001. Réunion à Venaco (Haute-Corse) du Comité directeur de l'ADCR, élargi à quelques personnalités insulaires. Cette réunion sera suivie d'un point presse.

1^{er} et 2 septembre 2001. Universités d'été des jeunes RPR.

4 septembre 2001. Marc Blondel est l'invité du cercle Espoir et Renouveau pour son premier dîner-débat de la rentrée.

6 septembre 2001. Réunion de rentrée d'Appel d'R.

9 septembre 2001. Grand rassemblement républicain à Vincennes, en présence de Jean-Pierre Chevènement.

15 septembre 2001. Constitution des groupes de travail thématiques d'Appel d'R : Décentralisation – Démographie – Économie – Éducation – Europe – Francophonie et Coopération Nord-Sud – Intégration – Institutions – Questions sociales

EN BREF

ZONE D'INFLUENCE DES LANGUES REGIONALES : PRECISER LE CADRE REGLEMENTAIRE

Le député Bruno Bourg-Broc, également maire RPR de Châlons-en-Champagne, vient judicieusement d'interpeller M. Jack Lang, ministre de l'Éducation nationale, après la parution des décrets et arrêtés sur la mise en place du système d'enseignement bilingue français-langues régionales. Il lui demande de préciser la notion de « zone d'influence des langues régionales » qui doit circonscrire la mise en place d'un tel système.

PARTI QUEBECOIS

Pascal Bérubé, grand ami de la France et de ses républicains, vient d'être élu à la présidence du Comité national des jeunes du Parti québécois. Cette élection met fin à une période d'instabilité à la tête des jeunes péquistes. Une excellente chose dans la perspective des élections législatives québécoises qui pourraient être avancées au printemps ou à l'automne 2002.

Pascal Bérubé est aussi l'invité des Universités d'été du RPR, les 1^{er} et 2 septembre.

QUEBEC : LE NOUVEAU REFERENDUM EN LIGNE DE MIRE

Toujours au Québec, vers lequel vont nos sympathies, le Premier ministre Bernard Landry, qui vient de succéder à Lucien Bouchard, a annoncé devant les jeunes péquistes réunis à Rimouski, les 18 et 19 août derniers, la tenue d'un nouveau référendum au cours du prochain mandat. À 30 000 voix près, le Québec a manqué d'être souverain en 1995. Bernard Landry tient bon le cap de la souveraineté, qui devrait être celui de toutes les nations.

RATTACHISTES WALLONS : DES ECHOS FAMILIERS

Les militants rattachistes wallons ont profité de l'étape du Tour de France Anvers-Seraing pour tracter en salle de presse. Quelques citations au passage : « *Lorsqu'ils évoquent une réforme de l'État, les responsables politiques, et surtout les Flamands, n'envisagent aucunement le renforcement de son efficacité et de son autorité : ce dont ils débattent, c'est du dépouillement plus ou moins grand des prérogatives de l'échelon fédéral pour les transférer vers des régions où les pratiques clientélistes sont la coutume et la règle. [...] Nous nous tournons vers le sud qui est le nôtre. [...] Le seul élément unificateur des populations de la Wallonie (Lorrains, Wallons et Picards) est leur apport à la France. Lui seul peut nous permettre de transcender l'esprit de clocher et les rivalités de politique partisane. L'identité française de la Wallonie est ce qui nous relie à l'universel. [...] Nous appelons les Françaises et les Français de l'Hexagone à répondre favorablement à une demande qui sera légitime lorsque les Wallons décideront démocratiquement de faire retour à la France* ». Partout l'échec du fédéralisme... Gageons que ceux-là ne participaient pas aux « rencontres » de Corte !

DEMOGRAPHIE

Avec 64 millions d'habitants en 2025, la France serait le 21^e État le plus peuplé (même position qu'en 2001) mais avec 781 000 naissances par an, elle se situe en 32^e position. Son taux d'accroissement naturel est en effet de 0,4% par an, soit en deçà de la moyenne mondiale à 1,3% mais au-dessus de celle de l'Union européenne à 0,1%. Les taux allemand et russe sont, respectivement, de -0,1% et -0,7%... (source Ined, juillet-août 2001).

ENSEIGNEMENT DES LANGUES REGIONALES : UN RAPPEL UTILE

Alain Bentolilla, professeur de linguistique générale à l'Université de Paris-V Sorbonne, dans *Le Monde*, le 15 mai 2001 : « *Posons-nous donc la question de savoir combien d'enfants ont réellement pour langue maternelle le breton ou le basque et nous pourrions alors discuter*

honnêtement de l'utilité réelle de les utiliser comme outils d'enseignement. Si l'on n'est pas prêt à transformer en profondeur l'organisation sociale, économique et juridique de notre pays, il faut se garder de donner à ces langues régionales le statut d'outils d'enseignement. Cela relèverait de la supercherie. Car l'école est le lieu où l'on forme intellectuellement des enfants à affronter un monde difficile et dangereux ; on ne les y prépare pas à évoluer dans un décor folklorique de carton pâte. »

EURO : RESISTANCE PHLATELIQUE

Selon une tradition perpétuée en France, en Belgique, en Italie ou aux Pays-Bas, les timbres-poste constituent une créance sur les services postaux et demeurent à ce titre valables *ad aeternam*. En d'autres termes, les timbres émis avant l'adoption de la Monnaie unique resteront utilisables après le 1^{er} janvier 2002. Continuer de coller sur les enveloppes des timbres en francs, voilà un acte symbolique et particulièrement léché, qui implique cependant de constituer des stocks avant le 31 décembre...

Site Internet

www.appeldr.fr.fm

À partir de la page d'accueil du site, pour être tenu régulièrement informé de nos initiatives, pour recevoir notre bulletin par courrier électronique, rejoignez la liste de diffusion d'Appel d'R.

Vous pouvez également nous contacter à l'adresse suivante :

appeldr@yahoo.fr

BULLETIN D'ADHÉSION Cotisation 2001 — 50 francs

Règlement par chèque à l'ordre d'APPEL d'R

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
C.P..... Ville.....
Date de naissance.....
Tél. dom.....
Tél. bur.....
Tél. port.....
Mél.....
Profession.....

Bulletin à découper ou à recopier et à renvoyer à :

Appel d'R
12, rue Lalande 75014 Paris